

Politiques publiques et décision électorale

Retour sur la présidentielle de 2012

par **Emiliano Grossman**
et **Nicolas Sauger***

emiliano.grossman@sciences-po.fr

Emiliano Grossman est professeur associé à Sciences Po, rattaché au Centre d'études européennes. Il est responsable du projet « Agendas Politiques », financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), et il co-dirige le Master « Affaires européennes » de Sciences Po. Il est co-directeur de l'axe « Démocratie » au LIEPP. Ses recherches s'articulent autour la régulation économique dans les pays de l'Union européenne et les institutions politiques comparées.

nicolas.sauger@sciences-po.fr

Nicolas Sauger est chargé de recherche et enseignant à Sciences Po depuis 2004. Il est directeur adjoint du département de science politique de Sciences Po, co-directeur de l'axe « Démocratie » au LIEPP, et membre du Comité directeur du « Comparative Study of Electoral Systems ». Ses recherches portent sur les structures de la compétition électorale et le vote, les questions d'expérimentation en laboratoire dans les sciences sociales ainsi qu'aux sondages comparatifs répétés.

**Les auteurs adhèrent à la charte de déontologie du LIEPP, disponible en ligne, et n'ont déclaré aucun conflit d'intérêt potentiel.*

RÉSUMÉ

Dans quelle mesure les électeurs prennent-ils en compte les positions des candidats sur des enjeux précis dans leur décision de vote ? Pour répondre à cette question, nous analysons une enquête post-électorale, réalisée après le second tour de l'élection présidentielle en France de 2012. Nous regardons le positionnement des électeurs et le placement perçu des candidats sur quatre enjeux : le nucléaire, l'immigration, les fonctionnaires et l'intégration européenne. L'étude montre que certains enjeux jouent un rôle plutôt marginal dans le choix du candidat, comme la position sur le nucléaire, alors que d'autres jouent plus d'un côté de l'échiquier politique que d'autres ou ne jouent que pour certains candidats, comme les fonctionnaires. Enfin, nous démontrons l'importance de l'immigration dans le choix du candidat, enjeu qui semblait pourtant avoir été marginalisé par le contexte économique au cours de la campagne.

EXECUTIVE SUMMARY

To what extent do voters take into account the candidates' positions on specific issues in their voting decision? To answer this question, we analyze a post-election survey conducted after the second round of the presidential election in France in 2012. We look at voters' positions and the perceived positions of candidates on four issues: nuclear power, immigration, civil servants and European integration. The study shows that some issues play a rather marginal role in the choice of the candidate, as the position on nuclear power. Others are more important on one side of the political spectrum and some play a role only for some candidates, such as civil servants. Finally, we demonstrate the importance of immigration in the choice of candidate, an issue which seemed to have been marginalized by the economic situation in the country.

Dans quelle mesure les électeurs jugent-ils les hommes politiques pour les positions concrètes qu'ils adoptent sur les grandes questions de politiques publiques ? Dans quelle mesure la distance relative entre préférences d'un électeur et position d'un candidat peut-elle effectivement influencer la décision de vote de ce dernier, et, donc, se transformer en sanction

électorale ? Et si la réponse est positive, quel est le type d'enjeu le plus susceptible d'influencer le résultat d'une élection ?

Poser ces questions, c'est interroger deux des questions fondamentales au cœur même du fonctionnement de la démocratie représentative. C'est d'abord comprendre la compétence effective des électeurs dans leur tâche de citoyens. Sont-ils informés ?

Critiques ? C'est ensuite penser la place des politiques publiques dans la compétition électorale. Les élections donnent-elles lieu effectivement à un choix substantiel entre différentes options proposées ou sont-elles plutôt la réaffirmation continue d'identités sociales fermement préétablies telle que les études électorales l'ont longtemps laissé penser ?

La présente contribution essaie d'apporter un début de réponse à ces questions en analysant des données d'une enquête post-électorale, réalisée à la suite du second tour de l'élection présidentielle française de 2012. Nous présentons rapidement les principales questions analytiques, avant de présenter le rapport entre les électeurs et leurs candidats sur différentes dimensions. Enfin, nous présentons une analyse causale de ces rapports.

1/ Débats et questions

A l'encontre des théories élitistes déniaient toute autonomie de jugement aux électeurs, Anthony Downs (1956) a très tôt proposé de prendre en compte les enjeux politiques comme dimension structurante de la compétition électorale. Parce que les électeurs cherchent à soutenir le candidat dont les positions sont les plus proches des leurs, Downs en concluait qu'une élection présidentielle aux Etats-Unis ou un second tour en France devait se jouer au centre. Les candidats devaient plus précisément converger vers les préférences de l'électeur médian parce que c'est lui qui, par définition dans ces contextes, tient les clés de l'élection. Cette théorie a été par la suite largement enrichie, en prenant par exemple en compte la multiplicité des enjeux dans le champ politique (Stokes 1963) ou en montrant que le concept de distance pouvait être mesuré à plusieurs aunes, l'idée de direction pouvant l'emporter sur celle de proximité (Rabowitz et MacDonald 1989). Aujourd'hui, ces différentes approches ont été largement consolidées dans une « théorie unifiée » du vote spatial (Merrill et Grofman 1999).

Ces avancées théoriques permettent maintenant une analyse plus fine des résultats de l'élection présidentielle 2012 en France. Grâce à un sondage réalisé auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatives de la population française après le second tour^[1], nous disposons de la préférence des électeurs et de leur perception des positions des cinq principaux candidats sur quatre enjeux de politiques publiques : l'arrêt ou la poursuite du programme nucléaire civil en France, l'encouragement ou l'arrêt de l'immigration, la

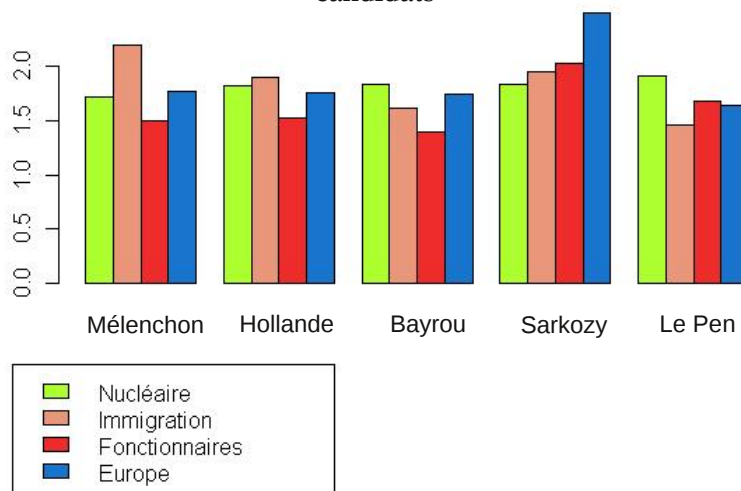
diminution ou l'augmentation du nombre de fonctionnaires et enfin, le renforcement de l'Union européenne ou bien celui de l'État français. Deux de ces enjeux correspondent traditionnellement aux débats entre gauche et droite (immigration et fonctionnaires) alors que deux autres leur sont généralement considérés comme orthogonaux (nucléaire et Europe). À partir de ces questions, nous proposons de commencer par observer les relations entre positions des candidats et positions des électeurs avant d'estimer le poids de ces enjeux dans la décision électorale en 2012.

2/ Candidats et électeurs : accords et désaccords

Quelles sont les positions relatives des électeurs et des candidats qu'ils soutiennent ? Y a-t-il identité, tout simplement parce que les électeurs projettent leurs propres positions sur celles des candidats qu'ils préfèrent ? Incohérence ? Ou bien existe-t-il une logique générale de proximité, qui peut être modulée suivant les enjeux ?

À partir de notre sondage, nous disposons donc des positions des électeurs et de celles qu'ils prêtent aux candidats sur quatre enjeux (nucléaire, immigration, fonctionnaires, Europe). L'ensemble de celles-ci sont obtenues sur des échelles en onze positions (de 0 à 10), opposant deux pôles contradictoires sur ces enjeux.

Figure 1 : Distance moyenne des électeurs vis-à-vis des candidats



Note : En moyenne, un électeur de Marine Le Pen est éloigné de la position perçue de sa candidate de 1.9 points (sur 11) sur la question du nucléaire et de 1.5 points sur l'immigration.

La figure 1 ci-contre propose une mesure de la distance sur chacun de ces enjeux entre positions des électeurs et positions perçues des candidats par ces électeurs. On observe d'emblée l'existence d'un écart significatif entre positions des électeurs et positions des candidats qu'ils soutiennent. L'écart

[1] Une présentation de cette étude est disponible en ligne : <http://cee.sciences-po.fr/fr/elections-2012.html>.

moyen est de près de 1,8 sur des échelles qui ne comptent que onze positions. Cet ordre de grandeur est relativement comparable entre candidats et entre enjeux. On peut noter toutefois des différences significatives. François Bayrou est le candidat le plus proche de ses électeurs, ce qui peut sembler attendu pour un candidat avant tout caractérisé par son positionnement centriste. Mais la logique est plus complexe puisque Marine Le Pen s'avère en réalité toute aussi proche des préférences de ses électeurs. À l'inverse, c'est le Président sortant, Nicolas Sarkozy, qui est significativement plus éloigné des positions de son propre électorat. Son électorat occupe une position plus modérée tant sur l'immigration, où Nicolas Sarkozy est perçu comme ayant adopté un positionnement fortement hostile à l'immigration (position moyenne perçue par son électorat de 3,5, proche de la position « il faut arrêter

Pour compléter cette première approche, nous proposons une seconde analyse à partir du degré de « sincérité » du vote (représenté dans la figure 2), c'est-à-dire le pourcentage d'électeurs qui ont effectivement voté pour le candidat perçu comme le plus proche d'eux sur les enjeux précités.

Comme auparavant, les différences entre candidats et entre enjeux restent limitées. Cependant, comme pour la figure 1, Marine Le Pen est celle qui parvient le mieux à capter le soutien des électeurs qui se sentent proches de ses positions (plus grands pourcentages de vote sincère). Ensuite, tous les autres candidats se situent à peu près au même niveau.

En regardant les enjeux cette fois, il peut paraître surprenant que le nucléaire apparaisse comme l'enjeu avec le taux de vote sincère le plus élevé. Cela semble surtout confirmer la relative marginalité de cet enjeu dans la perception des

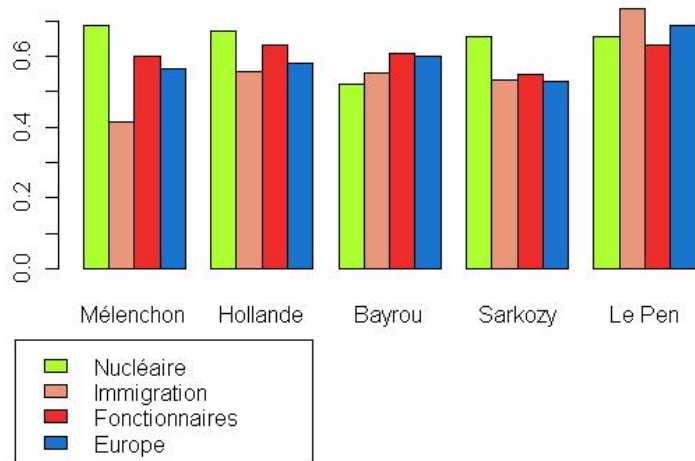
électeurs et des candidats. Mais cela renvoie également à un sentiment d'incompétence des électeurs sur la question et d'ignorance des positions précises des candidats sur l'enjeu. L'immigration est à nouveau un enjeu témoignant d'une grande variance. Alors que cet enjeu semble être central pour les électeurs de Le Pen, la part d'électeurs « sincères » tombe à 40 pour cent pour Mélenchon, perçu comme le candidat le plus favorable à l'immigration. Par ailleurs, cette proportion est plus élevée pour le nombre de fonctionnaires pour les candidats de gauche et du centre. Malgré des apparences trompeuses, la question européenne semble jouer un rôle similaire dans la logique du soutien à Jean-Luc Mélenchon. Malgré une distance moyenne relativement élevée, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon se retrouvent largement sur sa position sceptique ; leur scepticisme vis-à-vis de l'Europe est encore plus intense mais ne rencontre pas d'offre politique capable de l'incarner.

En somme, nous voyons qu'il existe une cohérence d'ensemble entre électeurs et candidats dans leurs positions sur les enjeux, mais également que ceux-ci peuvent jouer différemment. Si le nucléaire ne semble pas jouer un rôle central, l'immigration et l'Europe apparaissent comme des sujets importants pour les électeurs des candidats de droite, alors que le nombre de fonctionnaires constitue un enjeu pour les électeurs de gauche.

4/ Le poids des enjeux en 2012

Les positions sur les enjeux de politiques publiques des électeurs et des candidats ne sont donc ni tautologiques ni incohérentes. Reste à comprendre maintenant comment ces positions respectives ont pu être déterminantes pour les décisions de vote en 2012. Pour cela, nous proposons une modélisation statistique, le modèle

Figure 2 : Vote 'sincère' par enjeux



Note : 69% des électeurs qui sont plus proches de Jean-Luc Mélenchon que de tout autre candidat sur la question du nucléaire votent effectivement pour lui. Sur le même enjeu, ils ne sont que 52% dans le cas de Bayrou.

l'immigration ») et fondamentalement pro-européen (position moyenne perçue par son électorat de 6,6, plus proche du pôle « il faut renforcer les pouvoirs de l'Europe » que de celui « il faut renforcer les pouvoirs de l'Etat français »).

On pourrait objecter contre ces résultats qu'ils souffrent d'un risque d'endogénéité. Les électeurs tendent en effet à projeter leurs propres préférences sur celles qu'ils attribuent au candidat pour lequel ils votent (ou, réciproquement, il est également possible qu'ils adaptent leurs propres préférences en fonction de celles qu'ils attribuent au candidat pour lequel ils ont voté). Ce n'est pas le cas. Si l'on considère les distances entre positions des électeurs et positions des candidats cette fois telles que perçues en moyenne par l'ensemble de notre échantillon, les structures restent très semblables, avec seulement une légère augmentation de la valeur moyenne des distances (de l'ordre de 0,3).

logit conditionnel, qui revient, pour chaque électeur, à comprendre sa propension à voter pour chacun des candidats testés (ici toujours les cinq mêmes candidats analysés précédemment) en fonction de deux types de variables principales : d'une part la distance entre position de l'électeur et position moyenne perçue du candidat sur chacun des enjeux, d'autre part si le candidat appartient au parti dont on se sent le plus proche. Nous avons également intégré des variables de contrôles spécifiques pour chacun des candidats afin de capturer les variations systématiques liées à ces candidatures (effet de la personnalité des candidats par exemple).

Les résultats de cette analyse figurent dans le tableau 1. Ils montrent d'abord que l'ensemble des variables testées sont significatives statistiquement (sauf l'effet fixe lié à la candidature Le Pen) avec un coefficient de signe attendu. Que le candidat soit du parti dont on se sent le plus proche augmente très significativement la propension à voter pour lui. L'accroissement de la distance sur chacun des enjeux conduit à décroître la propension à voter pour ce candidat. La valeur des coefficients n'est directement comparable qu'entre les différentes distances elles-mêmes. Elle montre la prééminence de la question de l'immigration dans la décision de vote sur tous les autres enjeux en 2012.

5/ Conclusion : immigration et vote en 2012

La campagne électorale de 2012 a été marquée par l'accent mis par le Président sortant, Nicolas Sarkozy, sur la question de l'immigration. Cette stratégie, explicitement tournée vers l'attraction d'électeurs ayant l'intention de voter pour la candidate du Front National, semble avoir échoué. Non seulement elle n'a pas permis au Président sortant d'être réélu, certains affirmant même qu'elle a pu lui coûter des voix du centre déterminantes lors du second tour d'une élection présidentielle, mais elle est également restée au second plan de la campagne. L'ensemble des

Tableau 1 : Un modèle d'explication du vote pour le premier tour de l'élection présidentielle 2012 par les enjeux (modèle logit conditionnel)

	Coefficient	Erreur standard	Sign.
Proximité partisane	2.61	.085	***
Distance / nucléaire	-0.08	.030	**
Distance / immigration	-0.20	.022	***
Distance / fonctionnaires	-0.14	.029	***
Distance / Europe	-0.10	.025	***
Effet fixe Mélenchon	-0.26	.110	**
Effet fixe Hollande	Référence		
Effet fixe Bayrou	-1.13	.129	***
Effet fixe Sarkozy	-0.46	.107	***
Effet fixe Le Pen	-0.01	.121	
*** p<.01, ** p<.05, * p<.1			
Observations : 5 groupes de 1415 observations.			
Log likelihood : 1231.2 ; Pseudo R ² : .46			

enquêtes montre que l'immigration est toujours restée loin derrière les trois enjeux majeurs de cette campagne, le chômage, le pouvoir d'achat et la dette publique. Pourtant, selon nos analyses, le rôle de cette question de l'immigration semble avoir été sous-estimé. Non seulement cette question retravaille sur le long terme l'architecture du clivage gauche-droite mais elle a été la plus déterminante des décisions de vote, parmi les enjeux que nous avons testé, quand ce vote ne s'est pas borné à la réaffirmation d'une identification partisane de longue date.

En conclusion, les électeurs ont bien des positionnements autonomes et cohérents avec leurs choix électoraux sur les différentes questions de politique publique. Si ces enjeux restent loin de déterminer à eux seuls l'issue d'une élection, ils conservent un pouvoir significatif dans la détermination des comportements électoraux. Ils peuvent largement venir questionner, contrarier, ou renforcer une proximité partisane dont on connaît, depuis de nombreuses années, la fragilité. ■

Références

- Downs, A. (1957) *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper.
- Merrill III, S. et B. Grofman (1999) *A Unified Theory of Voting*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rabinowitz, G. et S.E. MacDonald (1989) "A Directional Theory of Voting." *American Political Science Review* 83: 93-121.
- Sauger, N. (2013) "Citoyens et candidats en 2012 : convergence ou divergence de vues ?" dans *L'Etat de l'opinion 2013*. Paris, TNS-Sofres – Le Seuil.
- Stokes, D. (1963) "Spatial Models of Party Competition." *The American Political Science Review*, 57(2), 368-377.



LIEPP

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est un laboratoire d'excellence (labex) financé par l'ANR.

LIEPP, 27 rue Saint Guillaume - 75007 Paris - France
+33(0)1.45.49.83.61 - liepp@sciencespo.fr
www.sciencespo.fr/liepp



Directeurs de publication:
Etienne Wasmer & Cornelia Woll

Maquette:
Alexandre Biotteau & Iana Markevitch

© LIEPP 2013